

- Pour la première fois depuis 1989 et Tian'anmen, des Chinois ont manifesté dans une dizaine de villes.
- Ils dénoncent l'étouffement causé par la politique "zéro Covid".
- Mais la contestation s'est élargie à une critique du système politique.

Xi Jinping confronté à un défi sans précédent

Éclairage Philippe Paquet

Xi Jinping et ses camarades du Politburo avaient probablement tout imaginé, sauf cela: qu'un incendie dans un immeuble d'Urumqi, le lointain chef-lieu de la région autonome du Xinjiang, provoque une révolte populaire contre leur politique "zéro Covid" et serve de prétexte à des revendications démocratiques qu'on n'avait plus entendues, dans les rues de Chine, depuis l'écrasement sanglant du mouvement de la place Tian'anmen en juin 1989. C'est pourtant ce qui s'est produit à Pékin, Shanghai, Nankin et Canton, mais aussi, à l'autre bout du pays, à Wuhan, Xi'an, Lanzhou, ou Chengdu, où des milliers de manifestants ont exprimé leur ras-le-bol à l'égard de la politique sanitaire du Parti communiste et, plus largement, de l'incompétence d'une dictature sclérosée.

Jeudi, un incendie d'origine accidentelle a entraîné la mort de dix personnes, dont trois enfants, à Urumqi. Des faits divers dramatiques, il y en a régulièrement en Chine sans qu'ils soulèvent une vague d'indignation. Dans le cas présent, le fait que les secours aient été retardés dans leur intervention par le dispositif mis en place pour confiner le quartier a donné à la tragédie une valeur emblématique, les Chinois y trouvant l'écho du calvaire que leur font endurer

depuis près de trois ans les mesures anti-Covid prises par les autorités. "Nous sommes tous des habitants du Xinjiang", proclamait éloquentement un des slogans entendus à Shanghai.

Une vaste coalition de mécontents

Dans la grande métropole chinoise, les manifestations ont tout aussi significativement commencé à Wulumuqi Lu, une artère du centre-ville qui porte le nom sinisé d'Urumqi. Si l'incendie a suscité une émotion aussi vive, ce n'est, toutefois, pas parce que la population chinoise serait sensible au sort réservé à la minorité ouïghoure (dont un récent rapport de l'Onu a dénoncé les persécutions de façon accablante), quoiqu'on ne puisse pas non plus l'exclure. C'est plutôt que la politique "zéro Covid" a créé une vaste coalition de mécontents en frappant toutes les ethnies comme toutes les tranches d'âge et toutes les catégories sociales ou professionnelles, en cloîtrant les étudiants sur leur campus, en empêchant les travailleurs d'exercer leur métier, en compliquant de façon insensée la vie quotidienne des gens.

Contraints d'effectuer continuellement des tests de dépistage, exposés au risque permanent d'une quarantaine ou d'un confinement (dans des conditions souvent inconfortables, parfois pénibles, voire carcérales), interdits de voyages, de réjouissances familiales et de vie sociale, les Chinois réclament avant tout la

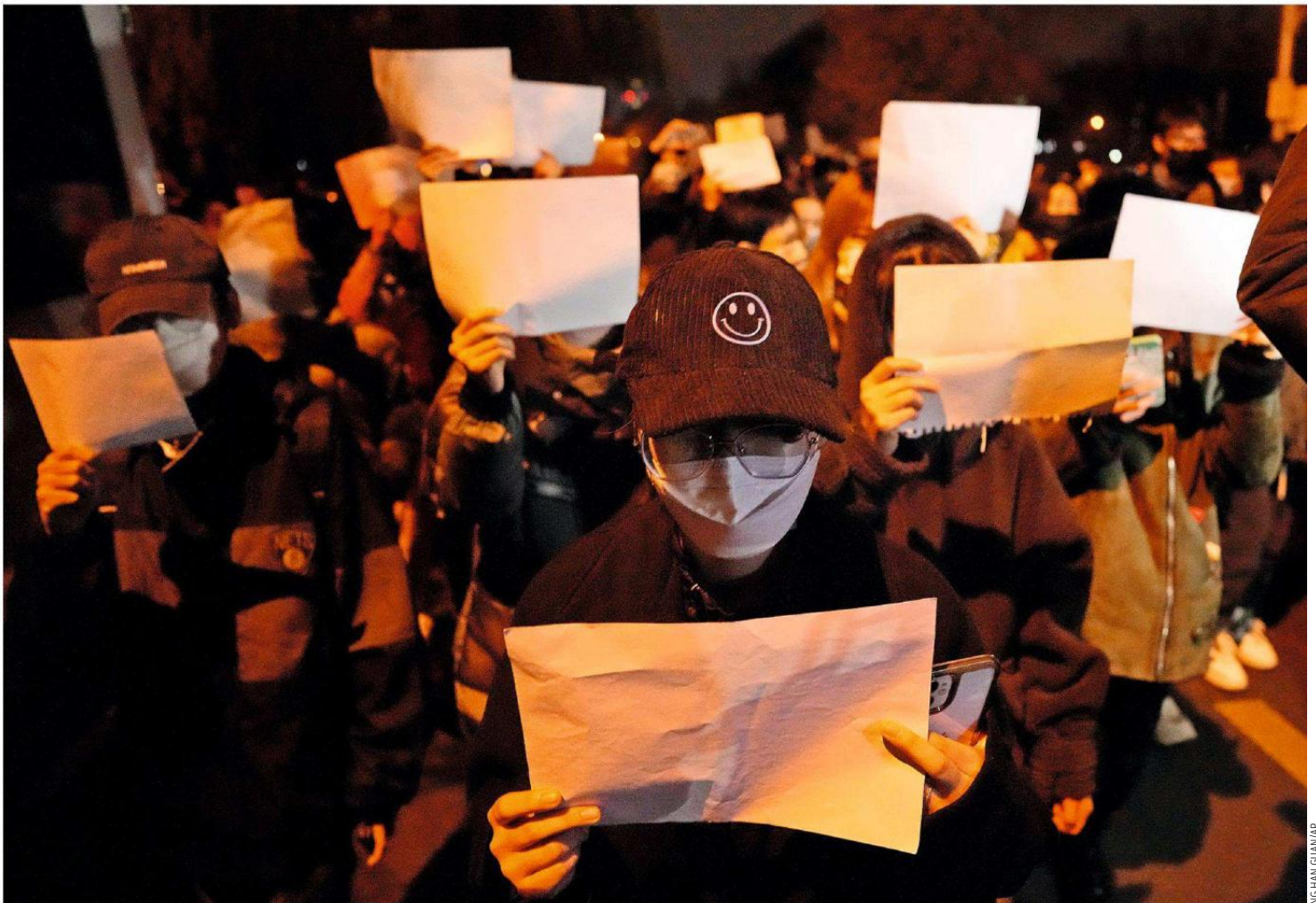
fin de cet enfermement. Le mot le plus souvent entendu au cours des manifestations est, sans surprise, "zìyou", "liberté". Ce qui est surprenant, en revanche, c'est que les revendications aient très rapidement glissé de la liberté dans la crise sanitaire à la liberté tout court, avec notamment des appels à la liberté d'expression appuyés par d'innombrables feuilles de papier blanc brandies pour railler la censure.

Un petit air de Tian'anmen

Tout cela a un air de déjà-vu et nous renvoie aux événements du printemps 1989. Non seulement parce que c'est la première fois que les Chinois redescendent dans la rue pour d'autres raisons que des problèmes ponctuels (spoliation de paysans, conflits du travail, prévarication de responsables locaux...), mais aussi parce que les raisons de protester sont de nouveau multiples. Rappelons qu'avant d'être politique, la révolte de Tian'anmen avait été motivée par l'inflation et les difficultés économiques.

La dénonciation concurrente du népotisme et de la corruption avait amené les manifestants de 1989 à remettre en cause le système. Ils avaient brûlé des exemplaires du *Quotidien du Peuple*, l'organe officiel du Parti communiste, pour stigmatiser une presse inféodée au pouvoir. Et avaient fini par dresser une réplique en plâtre de la statue de la Liberté

Le mot le plus souvent entendu est, sans surprise, "liberté". Ce qui est surprenant, en revanche, c'est que les revendications aient glissé rapidement de la liberté dans la crise sanitaire à la liberté tout court.



Des feuilles blanches pour dénoncer la censure et revendiquer la liberté d'expression : les manifestants sont rapidement passés de la politique sanitaire à la politique tout court.

face au portrait géant de Mao sur la célèbre porte Tian'anmen de Pékin.

Les déceptions du XX^e Congrès

Cette fois, ce sont les conclusions du récent XX^e Congrès du Parti qui ont porté l'exaspération de beaucoup de Chinois à son comble. Ils en attendaient certainement un relâchement, sinon un abandon de la politique "zéro Covid". Au lieu de quoi, le *Quotidien du Peuple*, toujours lui, exhortait la population, dimanche encore, à l'appliquer de façon inébranlable.

Renoncer à une politique à laquelle le Parti, ou à tout le moins son secrétaire général, s'est aussi longuement accroché en prétendant que c'était la seule solution possible pour contenir l'épidémie, n'était évidemment pas chose facile. L'occasion de le faire existait néanmoins. Il fallait seulement récuser la prétention de Xi Jinping à remplir un troisième mandat à la tête du régime – position d'autant plus naturelle à défendre que la norme était implicitement de n'en plus faire que deux désormais.

L'homme écarté, sa politique aurait pu être répudiée. Il n'en a rien été et on ne s'étonnera pas du lien que les manifestants n'ont pas tardé à établir en réclamant la démission de Xi Jinping. "Nous n'avons pas besoin de dirigeants à vie", a-t-on entendu cla-

mer ce week-end. "Nous n'avons pas besoin d'empereur."

De la politique sanitaire, la contestation est donc instantanément passée, là aussi, à la politique tout court. Ce qui rend le défi intolérable pour le régime. Si la police a pu paraître sur la défensive au cours du week-end, c'est probablement parce qu'elle a été prise au dépourvu, habituée qu'elle était à la résignation de la population. Nul doute que la situation va être rapidement reprise en main, avec deux options éventuelles: ou les autorités feront des concessions pour calmer les esprits en rendant la vie courante plus supportable, ou elles passeront en force en réprimant et en condamnant durement pour l'exemple.

Une jeunesse capable de se révolter

Si le vent de fronde qui s'est brusquement levé en Chine doit aussitôt retomber, il n'en aura pas moins révélé à la fois l'impopularité de Xi Jinping, en écornant l'image d'oncle bienveillant peaufinée par la propagande, et la capacité de la jeunesse chinoise à s'insurger contre un système de gouvernement jugé inhumain et inefficace. Depuis Tian'anmen, on pouvait penser que cette disposition avait été annihilée à grand renfort de nationalisme et de progrès matériel. Il n'en est donc rien et c'est un enseignement capital pour envisager l'avenir de la Chine.

Charles Michel est attendu à Pékin jeudi

Le président du Conseil européen, Charles Michel, se rendra jeudi en Chine pour y rencontrer le dirigeant Xi Jinping, alors que le pays est secoué par des manifestations contre le régime sans précédent depuis 1989. Annoncée la semaine dernière, cette courte visite a pour but de préserver le dialogue avec Pékin, dans un "contexte géopolitique et économique tendu". Autrement dit, à l'heure où Xi Jinping vient de s'offrir le pouvoir à vie et flirte avec la Russie, pendant que l'Union européenne tente de son côté de diminuer ses dépendances économiques, surtout par rapport à des dictatures. Malgré ce mouvement de colère chinoise, teinté d'incertitudes, le voyage est maintenu, assure-t-on au cabinet de M. Michel.

"On n'a jamais cessé de parler à Pékin. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, c'est plus que jamais le moment de le faire", explique un diplomate. L'enjeu pour l'UE est de dissuader la Chine de fournir des armes à la Russie ou de l'aider à contourner les sanctions occidentales. Autre priorité géopolitique, mais aussi économique: préserver la paix dans le détroit de Taïwan, par où passent 40% des échanges de l'Europe avec le reste du monde. L'UE veut également rééquilibrer sa relation commerciale avec Pékin, marquée par un déficit de 700 millions d'euros par jour. La lutte contre le réchauffement climatique exige aussi un dialogue avec le premier pollueur de la planète. Charles Michel se rendra à Pékin seul, sans être accompagné par la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, ni par le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell. Mais il va "parler au nom des Vingt-sept", assure un diplomate. Et identifier les sujets sur lesquels on peut progresser". Spoiler: ce ne sera sans doute pas celui des droits de l'homme, bafoués en Chine et surtout dans la région du Xinjiang, où la population ouïghoure est victime de crimes contre l'humanité commis par le régime, selon l'Omu. Mais la question sera abordée.

La politique européenne vis-à-vis de Pékin définit la Chine comme "un partenaire", "un concurrent" et "un rival systémique". Cette formule témoigne de la difficulté de l'UE à traiter avec ce pays, mais permet aussi d'englober les visions différentes qu'en ont les États membres, entre celle de l'Allemagne, dont le chancelier, Olaf Scholz, vient de se rendre à Pékin, ou celle de la Lituanie, qui s'est rapprochée de Taïwan et a opté pour une relation plus ferme avec le régime chinois.



AFP

NG-HAN GUAN/AP

M.U.